



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 13/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HERTRICH FRERES**

5 RUE DES ALLIES  
67680 Epfig

Références : -  
Code AIOT : 0100301892

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement HERTRICH FRERES implanté 5 RUE DES ALLIES 67680 Epfig. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HERTRICH FRERES
- 5 RUE DES ALLIES 67680 Epfig
- Code AIOT : 0100301892
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Hertrich Frères exploite un magasin de meubles et de décoration d'intérieur sur la commune d'EPFIG.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Reprise distributeurs

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                | Référence réglementaire                                   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Informations sur les conditions de reprise dans le lieu de vente | Code de l'environnement du 12/12/2024, article R. 541-163 | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                                    | Autre information |
|----|---------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Obligation de reprise par les distributeurs | Code de l'environnement du 12/12/2024, article L. 541-10-8 | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Sur le lieu de vente, l'exploitant devra mettre à disposition des clients les informations sur les conditions de reprise des déchets d'ameublement.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Obligation de reprise par les distributeurs**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/12/2024, article L. 541-10-8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets d'éléments d'ameublement (EA)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.-Afin d'améliorer la collecte des produits relevant du régime de responsabilité élargie du producteur, il peut être fait obligation aux distributeurs de ces produits de reprendre sans frais, ou de faire reprendre sans frais pour leur compte, les produits usagés dont l'utilisateur final se défait, dans la limite de la quantité et du type de produit vendu ou des produits qu'il remplace. A cet effet, en cas de vente avec livraison, il peut également être fait obligation aux distributeurs de proposer la reprise sans frais des produits usagés au point de livraison du produit vendu, ou auprès d'un point de collecte de proximité lorsqu'il s'agit de produits transportables sans équipement. L'utilisateur final du produit est informé lors de sa commande des modalités de reprise des produits usagés. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>II.-Afin d'améliorer la collecte des produits relevant du régime de responsabilité élargie du producteur, lorsque le distributeur dispose d'une surface de vente qui est consacrée à une même catégorie de produits relevant d'un régime de responsabilité élargie du producteur, il peut être fait obligation au distributeur de reprendre sans frais et sans obligation d'achat les déchets issus des produits de même type. [...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé que la surface de vente consacrée à la vente de meuble était supérieure à 4000 m<sup>2</sup>. Une benne destinée à la collecte des déchets d'ameublement a été observée à l'arrière de l'établissement. L'exploitant a confirmé procéder à la reprise des déchets d'ameublement et des anciens meubles de sa clientèle. Il a déclaré n'avoir jamais eu de demande de dépôt de meuble autre que celles de ses clients.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a déclaré méconnaître les obligations réglementaires relatives à la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) qui s'imposent aux distributeurs disposant d'une surface de vente supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>, comme le précise l'article précité.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 2 : Informations sur les conditions de reprise dans le lieu de vente**

|                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/12/2024, article R. 541-163</p>                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tous les déchets concernés par la reprise</p>                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'utilisateur final est informé dans le lieu de vente des conditions de reprise mises à sa disposition de manière visible, lisible et facilement accessible, et avant que la vente ne soit conclue. [...]</p>    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Interrogé sur la présence d'informations relatives à la reprise des déchets sur le lieu de vente, l'exploitant a déclaré qu'il n'avait rien mis en place.</p>                                                                  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le distributeur doit mettre à disposition l'information sur les conditions de reprise dans son lieu de vente conformément à l'article R.541-163 du code de l'environnement.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                               |